

Mail envoyé le 30/01/2015

Mesdames et Messieurs les députés de Haute-Savoie

Je vous transmets au nom des organisations de retraités de Haute-Savoie signataires (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP), notre mémorandum. En outre, nous insistons particulièrement sur le fait que les organisations syndicales retraités soient représentés dans les futures instances de concertation. Je vous en souhaite bonne réception et espère que vous prendrez en considération nos revendications.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

--

JP Rennard
Secrétaire départemental
FGR-FP Haute-Savoie

Retraités : pas d'austérité

Mémorandum revendicatif des retraités pour 2015

Depuis plusieurs années, les 16 millions de retraités de ce pays, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader. Ils sont en colère et déterminés à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale. Ils présentent aux élus, au niveau national, régional et départemental, un mémorandum de leurs revendications.

Nous ne pouvons accepter que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, ni que cette situation s'aggrave encore du fait des politiques d'austérité.

Nous ne pouvons accepter que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi en 2012, chiffre qui a doublé depuis 2006. La moitié d'entre eux y sont contraints par le montant insuffisant de leur pension.

Les retraités sont des citoyens à part entière et ont contribué au développement économique et social de ce pays. Ils ne demandent pas la charité, mais la dignité.

En conséquence, ils revendiquent :

- retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions et retraites au 1er janvier et le rattrapage des 30 mois sans revalorisation,

- indexation sur l'évolution des salaires,

- retour au droit à la retraite à 60 ans et à un départ anticipé pour les métiers pénibles ou insalubres,

- minimum de retraite équivalant au SMIC pour tout retraité ayant une carrière complète,

- le rétablissement de la demi-part fiscale supplémentaire pour tous les parents isolés ayant élevé un enfant et le retour à l'exonération fiscale des majorations familiales de pension pour les retraités ayant eu 3 enfants, sans attendre une véritable réforme fiscale qui garantisse l'égalité entre les citoyens tout en finançant les services publics.

- maintien et l'amélioration des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources,

- la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale et donc la suppression de la CASA. Estimant insuffisante la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, ils revendiquent une augmentation des moyens permettant l'amélioration de la prise en charge, que ce soit à domicile ou en établissement.

Ils souhaitent qu'en 2015 soit porté un coup d'arrêt aux politiques rétrogrades qui entendent réduire de 50 milliards les prestations sociales. Ils sont déterminés à mobiliser les retraités pour la défense de leurs pensions et de la protection sociale collective.

Réponse reçue le 30/01/2015

Monsieur,

Virginie DUBY-MULLER accuse réception de votre mémorandum dont elle va prendre connaissance avec attention.

Demeurant à votre écoute, elle vous prie de croire en l'assurance de ses sentiments dévoués.

Catherine HURSTEL

Collaboratrice Parlementaire de Virginie DUBY-MULLER

Réponse reçue le 10/02/2015

Monsieur,

Suite à votre courriel, Virginie DUBY-MULLER vous prie de bien vouloir ci-dessous la question écrite qu'elle vient d'adresser à Marisol TOURAINE, Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes afin d'appeler son attention sur vos revendications et sur votre mobilisation

Question publiée au JO le : **17/02/2015** page : **999**

Réponse publiée au JO le : **17/11/2015** page : **8323**

Mme Virginie Duby-Muller alerte Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le mémorandum revendicatif que les retraités de Haute-Savoie (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP) viennent de faire parvenir aux élus de ce département. Ceux-ci font, en effet, part de leur colère et de leur détermination à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale. Déplorant que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté - situation qui s'aggrave du fait des politiques d'austérité - et que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi en 2012 - chiffre qui a doublé depuis 2006 - pour compenser le montant insuffisant de leur pension, ceux-ci ne demandent « pas la charité mais la dignité ». Ils estiment également insuffisante la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement et demandent une augmentation des moyens permettant l'amélioration de la prise en charge, que ce soit à domicile ou en établissement. Par conséquent, elle souhaite attirer son attention sur les revendications des retraités de Haute-Savoie et lui demande de veiller à ce qu'elles soient entendues et prises en compte dans les mesures à venir du Gouvernement.

Texte de la réponse

Les prévisions d'inflation pour 2014 et les modalités de revalorisation des pensions ont conduit, mécaniquement, à une stabilité de l'ensemble des pensions de retraites en 2014. Dans ce contexte, et conformément à l'annonce faite par le Premier ministre lors de son discours de politique générale du 16 septembre 2014, un versement exceptionnel de 40 € a été effectué au 1er semestre 2015 au profit des 6 millions de retraités dont les pensions ne dépassent pas 1 200 € au 30 septembre 2014 (décret n° 2014-1711 du 30 décembre 2014). Cette mesure prolonge les efforts du Gouvernement pour soutenir le pouvoir d'achat des retraités et s'ajoute aux mesures déjà mises en œuvre en 2014. Le Gouvernement a en effet augmenté de façon très significative le seuil au-delà duquel le minimum contributif est écarté. Le décret n° 2014-129 du 14 février 2014 pris pour l'application de l'article L.173-2 du code de la sécurité sociale et relatif aux conditions d'attribution du minimum contributif a concrétisé cet engagement en portant le maximum des pensions que peut percevoir un bénéficiaire du minimum contributif (tous régimes confondus) à 1 120 € mensuels à compter du 1er février 2014, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à 2013. Depuis le 1er janvier 2015, ce seuil est de 1 129,40 €. Ensuite, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) a été revalorisée exceptionnellement deux fois en 2014 afin de porter, depuis le 1er octobre 2014, son montant (ainsi que son plafond de ressources dans les mêmes proportions) à 800 € pour une personne seule et à 1 242 € par mois pour un couple. C'est plus d'un demi-million de retraités qui en ont bénéficié. De même, le montant de l'aide à la complémentaire santé (ACS) destinée aux retraités ayant un revenu inférieur au seuil de pauvreté, a été porté de 500 à 550 €. Cette aide finance l'acquisition d'une complémentaire santé par les personnes dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté mais dépasse le plafond de ressources de la Couverture maladie universelle (CMU-c), soit un revenu compris entre 720 et 973 € par mois pour une personne seule, 1081 et 1459 € pour un couple. Au total, ce sont 250 000 personnes âgées de 60 ans ou plus qui bénéficient de cette aide. A travers ces mesures, le Gouvernement a choisi de renforcer la solidarité de notre système de protection sociale pour les retraités modestes. S'agissant de la majoration de pension de 10 % pour les parents de trois enfants et plus, et comme l'a indiqué le rapport de la commission pour l'avenir des retraites remis au Premier ministre le 14 juin 2013, les effets de cette majoration étaient plus favorables aux titulaires des pensions les plus élevées dans la mesure où elle était proportionnelle à la pension et était exonérée de l'impôt sur le revenu. C'est dans ce contexte que la loi de finances pour 2014 a mis fin à cette exonération, à compter de l'imposition des revenus de l'année 2013. Enfin, la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) instituée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013, est prélevée depuis avril 2013 à hauteur de 0,3 % sur la pension de retraite, de préretraite et d'invalidité, dès lors que le bénéficiaire de ce revenu de remplacement est redevable de l'impôt (les retraités les plus modestes en sont exonérés). Les recettes de la CASA seront affectées en totalité à la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement dès son entrée en vigueur. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 prévoit d'ores et déjà l'affectation de la CASA dans son intégralité à la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).